

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



Paris, le 26 juillet 2012,

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président

A handwritten signature in blue ink, reading 'Guillaume PePY', is positioned below the title of the President.

Guillaume PEPY

Le Directeur Général Adjoint Finance, Achats
et Systèmes d'Information

A handwritten signature in black ink, reading 'Alain Picard', is positioned below the title of the Deputy General Director.

Alain PICARD

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 JUILLET 2012

EXERCICE 2012

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

GROUPE SNCF

Normes IFRS En millions d'euros



SOMMAIRE

Le groupe SNCF en 2012	2
1. Événements majeurs du premier semestre	2
2. Chiffres clés.....	3
3. Événements postérieurs à la clôture.....	3
Résultats et situation financière du Groupe	4
1. Commentaire général sur les résultats du Groupe	4
2. Activités et résultats des branches	8
3. Investissements incorporels et corporels et endettement net.....	19
4. Etat de situation financière consolidé et ratios.....	21
5. Relations financières avec l'Etat, Réseau Ferré de France et les collectivités locales	22
6. Volet social	24
7. Enjeux et perspectives	25
Gouvernement d'entreprise.....	26
1. Le conseil d'administration.....	26
2. L'équipe dirigeante.....	27

LE GROUPE SNCF EN 2012

1. ÉVÉNEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE

1.1. CONTRAT DE CONCESSION DES TRANSPORTS EN ILE-DE-FRANCE

La convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) et la SNCF, qui transporte chaque jour quelque 3,5 millions de Franciliens, a été signée le 3 mai 2012 par les deux parties. Cette convention fait entrer une partie du matériel roulant dans le champ d'application d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » suivant le modèle de l'actif financier. Il s'agit du matériel roulant pour lequel le STIF dispose d'une option d'achat en fin de contrat ou a accordé à SNCF une garantie de redéploiement. Ainsi ce matériel roulant ne figure plus parmi les actifs corporels du Groupe. En revanche, un actif financier de concession est inscrit au bilan consolidé reflet de la créance due par la région pour le service de transport des voyageurs franciliens fourni par le Groupe SNCF. L'entrée en vigueur de cette convention a un effet à la baisse sur les immobilisations corporelles du Groupe pour 727 M€ (voir note 4 des comptes consolidés semestriels résumés) et augmente les actifs financiers de concession pour 1 410 M€ (voir note 5 des comptes consolidés semestriels résumés) et les dettes d'exploitation pour 683 M€. Dans l'état de résultat global, elle entraîne une diminution du chiffre d'affaires, de la marge opérationnelle et des dotations aux amortissements de 76 M€ sans conséquences sur les autres agrégats.

1.2. RECOMPOSITION DU CAPITAL DE KEOLIS

Au terme de l'opération de reconstitution du capital de Keolis approuvée en avril 2012, SNCF Participations portera sa participation dans sa filiale à près de 70%. Cette reconstitution se traduit par le rachat par SNCF Participations des parts détenues par les autres actionnaires actuels (notamment Axa Private Equity et Pragma Capital) suivi d'un investissement par la Caisse des dépôts et placements du Québec (CDPQ) pour parvenir au niveau de participation de près de 70% pour le Groupe SNCF et 30% pour CDPQ, le solde étant détenu par le FCPE et Groupe Keolis en auto détention.

A l'issue des opérations de rachat réalisées le 31 mai 2012, SNCF Participations détient au 30 juin 2012 directement et indirectement environ 78% du capital de Groupe Keolis. Les principes de gouvernance et le mécanisme d'options croisées sont maintenus entre les actionnaires, SNCF Participations et CDPQ.

La seconde phase qui prévoit la mise en place d'une nouvelle gouvernance et la fin des options croisées est suspendue à la levée de certaines conditions notamment l'obtention des autorisations des autorités de la concurrence compétentes.

Les impacts de l'opération sont décrits en note 3 des comptes consolidés semestriels résumés.

1.3. ACHAT DE 30 RAMES TGV® EURODUPLEX A ALSTOM

L'EPIC SNCF a signé avec le groupe industriel Alstom le 2 avril 2012, un contrat portant sur l'achat de 40 rames Euroduplex (train à très grande vitesse à deux niveaux) avec un dédit possible de 10 rames. Cette levée d'option s'inscrit dans le cadre du contrat passé entre l'EPIC SNCF et Alstom le 27 juin 2007. Cette commande d'un montant de 1 473 M€ a été enregistrée en engagements hors bilan au 30 juin 2012 (voir note 12 des comptes consolidés semestriels résumés).

Destinés à circuler sur les réseaux français, allemand, suisse et luxembourgeois, les Euroduplex intègrent des équipements de signalisation compatibles avec l'ensemble de ces réseaux européens et sont dotés d'équipements de traction adaptés aux différentes tensions électriques utilisées en Europe. Ces rames additionnelles seront livrées à partir de 2015.

2. CHIFFRES CLÉS

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Chiffre d'affaires	16 773	16 289
Marge opérationnelle	1 332	1 366
Résultat opérationnel courant	645	632
Résultat financier	-233	-142
Résultat net - part du groupe	253	558
Capacité d'autofinancement	1 020	1 056
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	850	1 126
ROCE (1)	6,8%	5,3%
Effectifs	245 322	243 020

(1) ROCE ou return on capital employed = résultat opérationnel courant sur capitaux employés moyens.

Les capitaux entrant dans ce calcul sont la somme algébrique des capitaux propres (y compris les participations ne donnant pas le contrôle - intérêts minoritaires) et de l'endettement net. Ils sont retraités des dépréciations d'actifs. La moyenne avec les capitaux employés de l'année précédente forme les capitaux employés moyens. Le ROCE présenté ici a été calculé sur 12 mois glissants.

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Endettement net	9 010	8 329

3. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

3.1. NOVATRANS

Devant la difficulté financière constatée sur la filiale Novatrans, plusieurs scénarii ont été étudiés par le Groupe dont celui de sa cession. Le 10 juillet 2012, le Groupe a reçu une offre de reprise par le groupe Charles André Transports (GCA). Cette offre est à l'étude et son acceptation éventuelle sera décidée ultérieurement après une dernière phase de négociation avec le reprenneur et l'avis conforme des instances représentatives du personnel concernées.

RÉSULTATS ET SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

1. COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES RÉSULTATS DU GROUPE

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variation 2012 vs 2011	
Chiffre d'affaires	16 773	16 289	484	3,0%
Péages	-1 980	-1 891	-89	4,7%
Achats et charges externes	-6 301	-6 015	-286	4,7%
Impôts et taxes	-565	-562	-3	0,5%
Charges de personnel	-6 700	-6 488	-213	3,3%
Autres produits et charges	105	33	72	217,6%
Marge opérationnelle	1 332	1 366	-34	-2,5%
Dotations aux amortissements	-731	-798	67	-8,4%
Variation nette des provisions	44	64	-20	-31,6%
Résultat opérationnel courant	645	632	13	2,0%
Résultat de cession d'actifs	21	83	-62	-74,8%
Réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue	0	113	-113	-99,8%
Pertes de valeur	-72	-46	-26	57,0%
Résultat opérationnel	594	782	-188	-24,1%
Coût financier des avantages du personnel	-81	-20	-61	311,5%
Coût de l'endettement financier net et autres	-152	-123	-29	23,6%
Résultat financier	-233	-142	-90	63,5%
Résultat avant impôt	361	640	-279	-43,5%
Impôt sur les sociétés	-93	-72	-21	29,1%
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-1	3	-4	-138,7%
Résultat net des activités ordinaires	268	571	-304	-53,1%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	0	0	0	n/a
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-15	-13	-2	12,3%
Résultat net - Part du groupe	253	558	-305	-54,7%
<i>Marge opérationnelle / chiffre d'affaires</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,4%</i>		
<i>Résultat opérationnel courant / chiffre d'affaires</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,9%</i>		
<i>ROCE = résultat opérationnel courant / capitaux employés moyens (1)</i>	<i>6,8%</i>	<i>5,3%</i>		

(1) Définition du ROCE donnée dans les Chiffres clés.

1.1. Comparabilité des comptes

La comparabilité des résultats 2012 avec ceux de 2011 est affectée par les variations suivantes :

<i>en millions d'euros</i>		Impact sur le chiffre d'affaires
Branche SNCF Infra	Variations de périmètre 2011 (1) Création du nouveau Systra	-123
	Variations de périmètre 2012 Transfert de SNCF Consulting vers Fonctions communes et Participations	-4
Branche SNCF Proximités	Variations de périmètre 2011 (1) Acquisition Keolis aux Etats-Unis	32
	Acquisition Keolis en Belgique	2
	Variation des taux de change	39
Branche SNCF Voyages	Variations de périmètre 2011 (1) Acquisition Westbahn	3
	Variation des taux de change	16
Branche SNCF Geodis	Variations de périmètre 2011 (1) Acquisition fonds de commerce Ciblex	10
	Acquisition Pharmalog	8
	Acquisition One Source Logistics	4
	Variations de périmètre 2012 Acquisition fonds de commerce Sernam	21
	Acquisition MF Cargo	4
	Acquisition Benga	1
Variation des taux de change	45	
Fonctions communes et Participations	Variations de périmètre 2012 Transfert de SNCF Consulting en provenance de la branche SNCF Infra	4
Eliminations inter-branches	Effet indirect du transfert de la création du nouveau Systra	2
Total des effets périmètre et change		63
Branche SNCF Proximités	Impact de la mise en application de la nouvelle convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) à SNCF (voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre)	-76
Total des variations		-13

(1) opérations réalisées en 2011 ayant un impact sur l'évolution du chiffre d'affaires 2011 / 2012.

1.2. Résultats du premier semestre 2012

1.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SNCF s'élève à 16 773 M€ à fin juin 2012, soit une augmentation de 484 M€ (+3,0%) par rapport à 2011.

Cette hausse se décompose en :

- un effet périmètre pour -36,3 M€ (voir 1.1),
- un effet change pour 99,6 M€ (voir 1.1),
- un effet lié à la mise en application de la nouvelle convention signée entre le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) et SNCF pour -76,3 M€ (voir point 1.1),

- une variation organique pour le Groupe de 497 M€ (+3,1%) ; celle des branches est la suivante :
 - SNCF Infra +198 M€, +8,1%
 - SNCF Proximités +239 M€, +3,9%
 - SNCF Voyages +129 M€, +3,6%
 - SNCF Geodis -135 M€, -2,8%
 - Gares & Connexions -99 M€, -17,3%

1.2.2 Marge opérationnelle

À 1 332 M€ en 2012, la marge opérationnelle se dégrade de 34 M€, soit de 2,5%, et le taux de marge opérationnelle sur chiffre d'affaires passe de 8,4% à 7,9% entre 2011 et 2012.

en millions d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variation 2012 vs 2011		Variation 2012 vs 2011 à périmètre et change constants (1)	
Chiffre d'affaires (CA)	16 773	16 289	484	3,0%	497	3,1%
Charges de personnel	-6 700	-6 488	-213	3,3%	-226	3,5%
Achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges	-5 555	-5 358	-196	3,7%	-132	2,5%
Péages	-1 980	-1 891	-89	4,7%	-75	4,0%
Energie de traction et carburant	-642	-624	-18	2,9%	-10	1,7%
Impôts et taxes	-565	-562	-3	0,5%	-5	0,9%
Marge opérationnelle (MOP)	1 332	1 366	-34	-2,5%	49	3,6%
Taux MOP / CA	7,9%	8,4%				

(1) et hors impact sur le chiffre d'affaires (-76 M€) de la mise en application de la nouvelle convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) à SNCF (voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre).

NB : les analyses concernant la marge opérationnelle portent sur des variations à *périmètre et change constants*.

Les **charges de personnel** augmentent de 226 M€, soit +3,5%.

Cette évolution s'explique d'une part par la hausse des frais de personnel moyens par salarié de 2,2% et d'autre part par la hausse de l'effectif de 1,2% (voir point 6.1 du volet social).

Les **achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges** augmentent de 132 M€ (+2,5%). Cette variation s'explique essentiellement par la croissance de l'activité (chiffre d'affaires en progression de 3,1%).

La hausse des **péages** de 75 M€ (+4,0%) résulte pour 78 M€ d'un effet prix défavorable sur les péages RFF payés par l'EPIC SNCF.

1.2.3 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant atteint 645 M€, en hausse de 13 M€ par rapport à 2011. Cette croissance est portée par la branche SNCF Infra.

Le taux de transformation du chiffre d'affaires en résultat opérationnel courant passe de 3,9% en 2011 à 3,8% en 2012.

La diminution des dotations nettes aux amortissements (-67 M€) est due pour 76 M€ à l'entrée du matériel roulant Transilien dans le champ d'application d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » à la suite de la mise en application de la nouvelle convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) à SNCF (voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre).

La variation nette des provisions est une reprise de 44 M€ à fin juin 2012, à comparer à une reprise de 64 M€ à fin juin 2011. L'exercice 2011 avait été impacté par la reprise de la provision liée au litige avec RTE (+106 M€).

Les reprises nettes aux provisions 2012 concernent principalement une reprise de provision sur un litige clos au cours de la période.

1.2.4 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est en baisse de 188 M€ et s'établit à +594 M€.

Le **résultat de cession d'actifs** 2012 se compose essentiellement de cessions immobilières.

La **réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue** était liée en 2011 à la création du nouveau Systra.

Les **pertes de valeur** 2012 (-72 M€) concernent principalement la dépréciation des nouveaux actifs de la branche SNCF Infra (55 M€) et la dépréciation du goodwill Westbahn (19 M€).

1.2.5 Résultat financier

Le résultat financier se dégrade de 90 M€ ; retraité des effets négatifs de juste valeur (13 M€) il recule de 77 M€. Cette évolution est liée pour 61 M€ à l'impact sur le coût financier des avantages du personnel de la baisse du taux d'actualisation et de la mise à jour des hypothèses de calcul des provisions.

1.2.6 Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les sociétés progresse de 21 M€ entre 2011 et 2012.

La hausse de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) de 40 M€ a été en partie compensée par la baisse de la charge d'impôt sur le périmètre intégré fiscalement (15 M€).

1.2.7 Résultat net part du Groupe

Conséquence de l'ensemble de ces évolutions, le résultat net part du Groupe est bénéficiaire de 253 M€, contre un gain de 558 M€ en 2011, après constatation d'un résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) de 15 M€.

La dégradation de 305 M€ du résultat est imputable à hauteur de -237 M€ aux éléments non récurrents suivants :

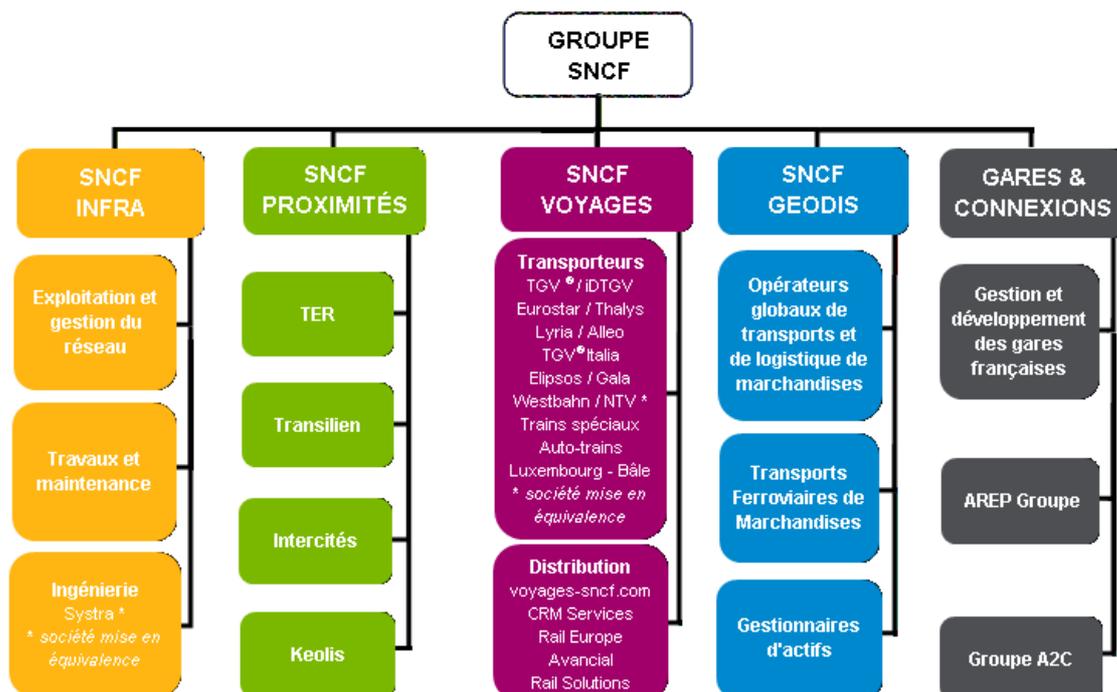
- variation des justes valeurs en résultat financier (-13 M€) ;
- variation des pertes de valeur constatées (-26 M€) ;
- reprise en 2011 de la provision liée au litige avec RTE (-106 M€) ;
- l'impact sur le résultat 2011 de la création du nouveau Systra (-113 M€) ;
- reprise en 2012 de la provision sur SeaFrance (+21 M€).

Le résultat net récurrent se dégrade de 67 M€ et s'établit à +309 M€ à fin juin 2012.

Le ROCE (calculé sur le résultat opérationnel courant) passe de 5,3% à 6,8%.

2. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES BRANCHES

L'activité du groupe SNCF est organisée en cinq branches, appuyées par des Fonctions communes : SNCF Infra, SNCF Proximités, SNCF Voyages, SNCF Geodis et Gares & Connexions.



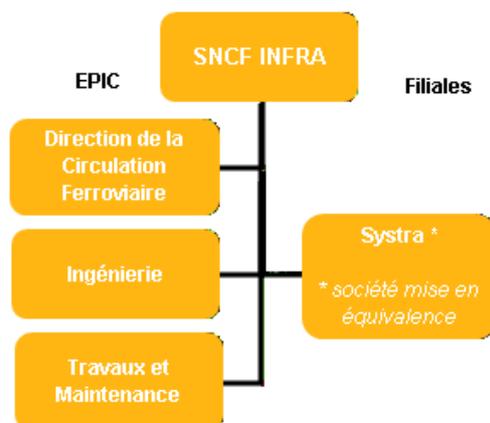
Les contributions au chiffre d'affaires, à la marge opérationnelle, au résultat opérationnel courant et aux investissements sur fonds propres des composantes du Groupe s'établissent comme suit (les données financières par branche figurant dans le tableau ci-dessous et dans ceux des pages suivantes sont présentées aux bornes de chaque branche) :

en millions d'euros	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	FCP (1)	Eliminations inter-branches	Groupe
Chiffre d'affaires	2 657	6 399	3 708	4 744	475	2 785	-3 996	16 773
Marge opérationnelle	58	349	470	93	92	271		1 332
Résultat opérationnel courant	46	187	279	-80	35	178		645
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-51	-83	-276	-176	-65	-199		-850

(1) Fonctions communes et Participations

Sauf indication contraire, les analyses des résultats par branche sont présentées non retraitées des effets périmètre et change.

2.1. BRANCHE SNCF INFRA



La branche SNCF Infra regroupe les activités :

- de gestionnaire délégué du réseau ferroviaire pour le compte de Réseau Ferré de France (gestion des circulations et entretien du réseau) ;
- d'ingénierie d'infrastructure à dominante ferroviaire (Systra).

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	2 657	2 586	71
Marge opérationnelle (MOP)	58	-23	80
<i>MOP / CA</i>	2,2%	-0,9%	
Résultat opérationnel courant	46	-19	65
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-51	-59	8

Faits marquants

- Le conseil d'administration du 31 mai 2012 a approuvé la convention liant Réseau Ferré de France (RFF) à SNCF, relative à l'entretien du réseau pour 2012 ainsi que l'avenant à la convention cadre SNCF-Entrepreneur (prestations liées aux opérations d'investissement sur le réseau ferré national). Par ailleurs RFF et la Direction des Circulations Ferroviaires ont signé l'avenant 2012 à la convention de gestion du trafic et des circulations.
- Le 14 février 2012 la branche SNCF Infra a créé SFERIS, filiale en charge de la réalisation de travaux de rénovation ou de construction d'infrastructures ferroviaires (voies et caténaires).
- En termes d'activité le premier semestre a été marqué par la poursuite des chantiers lourds de modernisation du réseau ferroviaire, en particulier sur la région Ile-de-France, et par le démarrage des travaux de raccordement aux futures lignes à grande vitesse Bretagne-Pays-de-la-Loire et Sud-Europe-Atlantique.

Résultats du premier semestre 2012

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2012 de la branche SNCF Infra progresse de 71 M€ (+2,8%) à 2 657 M€.

La création en 2011 du nouveau Systra, société désormais mise en équivalence, et le transfert en 2012 de SNCF Consulting de la branche SNCF Infra vers Fonctions communes et Participations ont des impacts négatifs sur le chiffre d'affaires de la branche pour respectivement -123 M€ et -4 M€.

A périmètre et taux de change constants la croissance de l'activité s'établit à +198 M€ (+8,1%) en lien essentiellement avec :

- l'augmentation des travaux sur l'infrastructure (+81 M€) ;
- la hausse de la rémunération de la convention d'entretien du réseau (+51 M€) ;
- la signature avec RFF d'un protocole d'accord transactionnel au titre de la convention fournitures 2011 (+24 M€).

- Marge opérationnelle

La croissance de la marge opérationnelle de la branche SNCF Infra (+80 M€) est directement liée à la progression des travaux sur l'infrastructure réalisés pour RFF et au protocole d'accord transactionnel mentionné ci-dessus.

- Résultat opérationnel courant

L'amélioration du résultat opérationnel courant de 65 M€ s'explique principalement par la croissance de la marge opérationnelle, atténuée par l'évolution de la variation nette des provisions (le solde 2012 est une dotation nette de 12 M€ contre une reprise nette de 6 M€ en 2011).

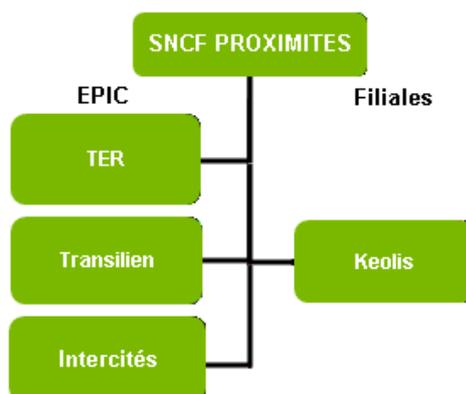
- Investissements incorporels et corporels sur fonds propres

Les investissements 2012 ne présentent pas d'évolution significative par rapport à 2011.

Perspectives du deuxième semestre 2012

- Dans le cadre de la mise en place annoncée d'un gestionnaire d'infrastructure unifié, le deuxième semestre sera marqué par une amplification du nombre de projets traités par le plateau commun SNCF-RFF et notamment :
 - la politique de régénération des lignes à grande vitesse ;
 - la politique de maintenance des caténaires ;
 - le rapprochement des stratégies de développement durable ;
 - l'amélioration du management des projets d'investissement sensibles.

2.2. BRANCHE SNCF PROXIMITÉS



La branche SNCF Proximités regroupe toutes les activités de transport de proximité du Groupe : liaisons moyenne distance (Intercités), services conventionnés de transport ferroviaire (TER, Transilien, et filiales de Keolis), par autocar, tramway ou métro (Keolis) ainsi que les services complémentaires associés au transport de voyageurs.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	6 399	6 163	236
Marge opérationnelle (MOP)	349	423	-74
<i>MOP / CA</i>	5,5%	6,9%	
Résultat opérationnel courant	187	195	-8
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-83	-292	209

(1) Présenté en contributif Groupe, le montant des investissements était de -293 M€ dans le publié au 30 juin 2011.

Faits marquants

Transilien

- Le premier semestre a été marqué par la signature le 3 mai 2012 du nouveau contrat avec le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) (*voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre*).
- Un groupe de travail a été mis en place le 9 février 2012 afin d'étudier la création d'ici à 2013 d'une structure commune SNCF-RATP chargée de la gestion opérationnelle de la ligne B du RER francilien.

Intercités

- Le 2 janvier 2012 l'ensemble des activités des Trains d'Equilibre du Territoire (Corail, Téoz, Lunéa et Intercités) ont été regroupées sous un seul nom commercial, Intercités, afin d'afficher une image plus claire, de développer une offre cohérente et de répondre aux enjeux de la marque unique SNCF.
- Le 31 mars 2012 Intercités a lancé la Garantie Voyage™, engagement de l'activité à être présent aux côtés de ses voyageurs et de répondre efficacement à leurs attentes tout au long du voyage.

Keolis

- A la suite de l'opération de recomposition du capital de Keolis approuvée en avril 2012, SNCF portera sa participation dans sa filiale à 70% (*voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre*).
- Les principales évolutions contractuelles ont concerné :
 - le démarrage de l'exploitation des réseaux d'Orléans, Aix-en-Provence et Metz ;
 - l'exploitation par Aérolis depuis le 1er mars 2012 des cars reliant les Champs-Élysées à Roissy-Charles-de-Gaulle ; cette société gère l'ensemble des lignes de car reliant Paris aux aéroports de Roissy et Orly ;

- la reconduction des contrats d'exploitation des réseaux urbains de Tours et Château-Thierry et du réseau de bus de la ville danoise de Slagelse ;
- l'obtention des contrats d'exploitation du réseau urbain d'Amiens, du métro automatique d'Hyderabad en Inde et du réseau de bus d'Hisingen en Suède ;
- la présélection de la co-entreprise Govia (Go-Ahead et Keolis) pour l'appel d'offres de la franchise ferroviaire Thameslink au Royaume-Uni.

Résultats du premier semestre 2012

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2012 est en hausse de 236 M€ (+3,8%) par rapport à 2011. Cette évolution s'explique notamment par :

- les acquisitions, en fin d'exercice 2011, de Keolis aux Etats-Unis et en Belgique pour 34 M€,
- un effet change favorable pour 39 M€,
- un effet lié à la mise en application de la nouvelle convention signée entre le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) et SNCF pour -76 M€ (*voir point 1.1 des événements marquants du premier semestre*).

A périmètre et taux de change constants et hors impact de la nouvelle convention Transilien, la croissance du chiffre d'affaires est de 239 M€ (+3,9%) soit :

- +168 M€ (+7,5%) pour Keolis dont 63 M€ à l'international et 106 M€ en France grâce notamment aux nouveaux contrats à Orléans et Aix-en-Provence et à la hausse de l'offre à Lille et Lyon ;
- +93 M€ (+4,5%) pour TER ; l'activité a été marquée par une augmentation de 69 M€ des produits du trafic et par la hausse des contributions versées par les Autorités Organisatrices (effet positif de l'indexation des conventions).

▪ Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche SNCF Proximités diminue de 74 M€ (-17,4%) entre 2011 et 2012.

L'impact négatif sur le chiffre d'affaires de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention Transilien (voir ci-dessus) se répercute intégralement sur la marge opérationnelle de la branche et explique l'essentiel de son évolution.

En excluant cet effet, la marge opérationnelle progresse de 3 M€.

▪ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de la branche se dégrade de 8 M€ ; la nouvelle convention Transilien n'impacte pas le résultat opérationnel courant, la diminution du chiffre d'affaires qu'elle implique étant compensée par une baisse du même montant des dotations aux amortissements.

Par conséquent l'évolution du résultat opérationnel courant reflète celle de la marge opérationnelle (hors effet de la nouvelle convention), atténuée par l'évolution de la variation nette des provisions (le solde 2012 est une dotation nette de 6 M€ contre une reprise nette de 8 M€ en 2011).

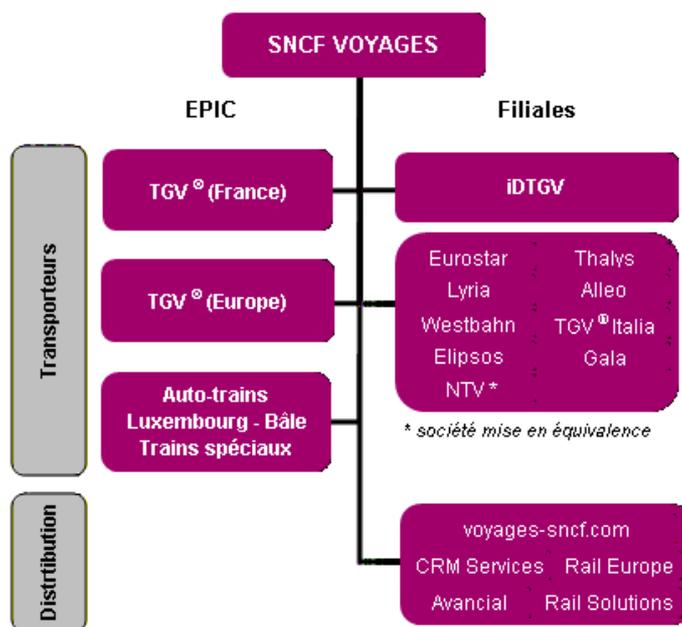
▪ Investissements incorporels et corporels sur fonds propres

La baisse des investissements de 209 M€ s'explique principalement par l'entrée du matériel roulant Transilien dans le champ d'application d'IFRIC 12 (66 M€) et par l'arrêt des livraisons des nouvelles rames Francilien au premier trimestre 2012.

Perspectives du deuxième semestre 2012

- Pour Keolis, le deuxième semestre 2012 sera marqué par l'adjudication des contrats de Rennes et Angers et par celle de la franchise anglaise West Coast Main Line ; par ailleurs seront rendus publics d'ici à la fin de l'année les noms des sociétés pré-qualifiées pour la reprise de la franchise ferroviaire East Coast Main Line (Grande-Bretagne) et de celle de Boston (Etats-Unis).
- Pour TER, les principaux enjeux concerneront les renégociations des conventions Limousin, Franche-Comté et Picardie.

2.3. BRANCHE SNCF VOYAGES



L'activité de la branche SNCF Voyages se compose :

- de prestations de transporteur au travers de ses activités TGV[®], Trains spéciaux et auto-trains et Europe (Eurostar, Thalys, Lyria, ...)
- de la fourniture de prestations associées au transport de voyageurs : distribution (avec entre autres voyages-sncf.com) et accompagnement des trains.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	3 708	3 560	148
Marge opérationnelle (MOP)	470	479	-9
<i>MOP / CA</i>	12,7%	13,5%	
Résultat opérationnel courant	279	285	-6
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-276	-373	97

Faits marquants

- SNCF Voyages a lancé le 31 mars 2012 la Garantie Voyage™ dont l'objectif est de poursuivre le développement de la relation client et de clarifier les engagements de SNCF (qualité de service, information voyageurs, prise en charge en situation perturbée) vis-vis des clients TGV[®] et Intercités.
- La branche SNCF Voyages a lancé son nouveau programme de fidélité le 31 mai 2012 sous le nom de « Programme Voyageur » ; il est gratuit et s'adresse à tous les clients.
- Deutsche Bahn et SNCF ont inauguré le 23 mars 2012 une liaison directe entre Marseille et Francfort exploitée dans le cadre d'Alleo.
- SNCF a passé commande à Alstom en avril 2012 de 30 à 40 rames TGV[®] Euroduplex supplémentaires dont la livraison interviendra à compter de 2015.

Résultats du premier semestre 2012

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche est en progression de 148 M€ (+4,2%) ; à périmètre et taux de change constants la hausse s'établit à +129 M€ (+3,6%). Cette progression est principalement due à la

croissance des produits du trafic de 106 M€ soit +3,6%, dont +2,5% sur le marché domestique et +7,8% sur le marché européen.

- Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche Voyages recule de 9 M€, à 470 M€.

Les bonnes performances réalisées sur les produits du trafic ont permis d'absorber l'essentiel de la hausse des péages et des autres charges de production.

- Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de la branche se dégrade de 6 M€, à 279 M€ ; cette évolution est essentiellement portée par l'évolution de la marge opérationnelle.

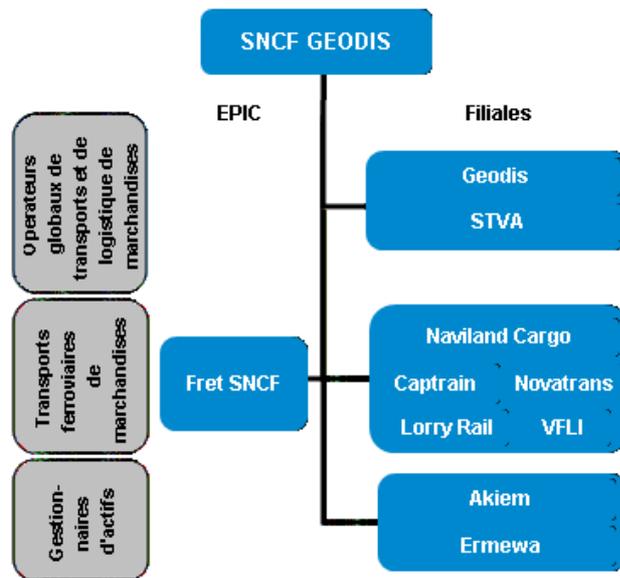
- Investissements incorporels et corporels sur fonds propres

La baisse des investissements (-97 M€) est liée au niveau élevé des investissements du premier semestre 2011, marqué par le versement par Eurostar d'un acompte sur le renouvellement de ses rames et par l'acquisition de rames TGV[®] Dasye et 2N2.

Perspectives du deuxième semestre 2012

- La branche SNCF Voyages proposera à compter du mois de juillet 2012 une nouvelle offre de transport longue distance par autocar (iDBus) et préparera le lancement en 2013 d'une offre de TGV[®] à bas prix.
- La branche poursuivra ses chantiers d'amélioration de la performance opérationnelle, d'information des voyageurs et de prise en charge des clients en situation perturbée.

2.4. BRANCHE SNCF GEODIS



La branche SNCF Geodis rassemble une palette complète des métiers du transport et de la logistique des marchandises.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011 (1)	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	4 744	4 787	-43
Marge opérationnelle (MOP)	93	125	-32
<i>MOP / CA</i>	2,0%	2,6%	
Résultat opérationnel courant	-80	-76	-3
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-176	-180	4

(1) Présenté en contributif Groupe, le montant des investissements était de -181 M€ dans le publié au 30 juin 2011.

Faits marquants

- Les opérations de périmètre suivantes sont intervenues au premier semestre sur la branche SNCF Geodis :
 - STVA s'est développé en Europe avec la prise de contrôle de 51% du capital du logisticien automobile roumain Benga Autologistics, un des acteurs principaux de la distribution de véhicules automobiles dans son pays ;
 - Geodis a acquis le 30 mars 2012 MF Cargo, société hongroise de transport routier ;
 - suite au jugement du Tribunal de Commerce de Nanterre du 13 avril 2012, Geodis Calberson a repris une partie des activités de Sernam (48 agences).
- Les principaux succès commerciaux ont concerné :
 - la signature d'un contrat d'une durée de 15 mois entre le Ministère de la Défense et Fret SNCF, pour le transport des personnels et matériels de l'armée sur l'ensemble du territoire national ;
 - l'attribution à Geodis des prestations de logistique et de distribution en Europe du Sud pour Mattel.
- SNCF Geodis et Hupac, leader du transport intermodal suisse, ont entamé une coopération en Europe pour développer leurs réseaux de transport combiné sur l'axe Est-Ouest européen, via la France et la Belgique. Dès avril 2012, SNCF et Hupac ont mis en commun leurs réseaux sur la ligne Anvers-Dourges opérée par SNCF Geodis.
- Les activités d'autoroutes ferroviaires de la branche ont été regroupées sous la marque VIIA.

Résultats du premier semestre 2012

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2012 est en baisse de 43 M€ (-0,9%) par rapport à 2011. Il a été impacté par :

- un effet périmètre pour +48 M€ (*le détail des variations de périmètre figure dans le point 1.1*),
- un effet change pour +45 M€.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,8% (-135 M€).

A l'exception de l'activité de gestion d'actifs toutes les divisions de la branche sont en recul dans une conjoncture qui reste dégradée : Fret SNCF -68 M€, Route -27 M€, Logistique -15 M€, Messagerie -11 M€, Transporteurs Ferroviaires hors Fret SNCF -15 M€ et STVA -9 M€.

- Marge opérationnelle

La marge opérationnelle recule de 32 M€ ; à périmètre et taux de change constants le retrait est de 28 M€, essentiellement chez Geodis (-17 M€) et au sein du pôle Transports Ferroviaires de Marchandises (-14 M€).

L'impact sur la marge de la baisse du chiffre d'affaire est limité par les mesures de réductions de charges.

- Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant se dégrade de 3 M€ ; le recul de la marge opérationnelle (32 M€) et l'augmentation de 7 M€ des dotations aux amortissements ont été en partie compensés par l'évolution favorable de la variation nette des provisions (+36 M€).

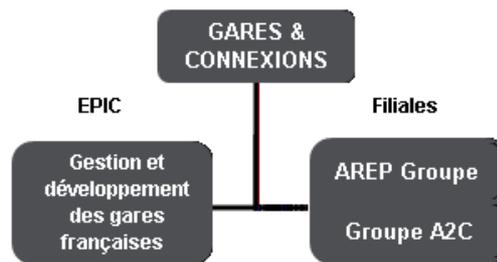
- Investissements incorporels et corporels sur fonds propres

Les investissements 2012 ne présentent pas d'évolution significative par rapport à 2011.

Perspectives du deuxième semestre 2012

- La trajectoire financière de la branche pourrait être remise en cause au second semestre par la récession durable en Europe de l'Ouest et par les mesures fiscales annoncées en France (minoration des allègements Fillon, suppression des exonérations de charges patronales sur les heures supplémentaires, taxation de l'épargne salariale, hausse du taux d'imposition des grandes entreprises).

2.5. BRANCHE GARES & CONNEXIONS



Créée au 1^{er} janvier 2010, cette cinquième branche entend faire émerger des services innovants dans les gares tout en inventant de nouveaux espaces pour la mobilité des villes. Ses principales filiales sont AREP Groupe (architecture et aménagement urbain) et le groupe A2C (valorisation commerciale en gare).

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variations
Chiffre d'affaires (CA)	475	574	-99
Marge opérationnelle (MOP)	92	94	-3
<i>MOP / CA</i>	19,3%	16,4%	
Résultat opérationnel courant	35	45	-10
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-65	-42	-23

Faits marquants

- Le 22 janvier a été publié au Journal Officiel le décret relatif aux gares de voyageurs et autres infrastructures de service ferroviaire, en application de la loi ORTF (loi relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires) sur l'ouverture à la concurrence. Ce décret statue sur la création d'une direction autonome pour assurer la gestion des infrastructures et des gares au sein de la branche Gares & Connexions, clarifie les missions des différents acteurs (Réseau Ferré de France, collectivités territoriales et SNCF) et précise la consistance des prestations régulées en gare ainsi que le modèle économique associé.
- La branche a créé le 1^{er} janvier 2012 la holding Arep Groupe regroupant trois entités : Arep (prestations d'assistance à maîtrise d'œuvre en France), Parvis (prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage) et Arep Ville (prestations d'études urbaines et architecturales).
- La « nouvelle » gare de Paris-Saint-Lazare a été inaugurée le 21 mars 2012 après quinze années de travaux (rénovation et conservation de la verrière de la salle des pas perdus et création de trois niveaux supplémentaires de 10 000 m² hébergeant 80 boutiques) pour un coût total de 250 M€ dont 90 M€ financés par la branche Gares & Connexions.

Résultats du premier semestre 2012

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la branche est en diminution de 99 M€ (-17,3%).

Cette évolution provient essentiellement du transfert à l'activité Transilien de l'exploitation et de l'entretien courant des gares de son périmètre.

- Marge opérationnelle

La marge opérationnelle de la branche est restée stable en 2012.

- Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant, en repli de 10 M€, a été affecté par la hausse des amortissements sur les installations fixes.

- Investissements incorporels et corporels sur fonds propres

La hausse des investissements de 23 M€ est essentiellement liée à la variation du besoin en fonds de roulement du périmètre investissements.

Perspectives du deuxième semestre 2012

- Le deuxième semestre 2012 verra la signature avec RFF de la convention relative aux Services en Gares de voyageurs pour la période 2012-2014.
- En termes d'activité la fin de l'exercice sera marquée par l'achèvement des travaux d'extension du hall 2 de la gare de Paris-Lyon et par l'engagement d'une réflexion sur la rénovation la gare de Paris-Montparnasse.

2.6. FONCTIONS COMMUNES ET PARTICIPATIONS

Les « Fonctions communes et Participations » regroupent principalement les fonctions supports du Groupe, les prestataires Matériel et Traction et les activités Immobilières (Direction de l'Immobilier, ICF, SNEF).

La feuille de route du Matériel, construite pour la période 2012-2015, vise à contribuer à la réduction du coût de possession du matériel roulant et à poursuivre et sécuriser les grands enjeux du Matériel :

- garantir les fondamentaux du métier que sont la sécurité, la fiabilité, la disponibilité et la maîtrise des coûts ;
- améliorer l'imbrication entre la maintenance et l'exploitation ;
- poursuivre la transformation industrielle, en cherchant le plus haut niveau de maîtrise de la technique industrielle et en améliorant l'efficacité des équipes ;
- gagner des parts de marché en externe.

3. INVESTISSEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS ET ENDETTEMENT NET

3.1. INVESTISSEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Evolution	
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	-850	-1 126	276	-25%
Cessions nettes	137	144	-6	-4%
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres nets des cessions	-712	-982	270	-27%

Les investissements incorporels et corporels sur fonds propres sont en diminution de 276 M€ par rapport à 2011, à 850 M€.

La baisse concerne principalement :

- la branche SNCF Proximités (-209 M€) : le reclassement des investissements corporels 2012 en actifs financiers de concession en lien avec la nouvelle convention signée entre SNCF et le syndicat des transports en Ile-de-France (*voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre*) a un impact de -66 M€ sur cette évolution ; l'arrêt des livraisons des nouvelles rames Francilien au premier trimestre 2012 explique l'essentiel du reliquat de la variation des investissements de la branche ;
- la branche SNCF Voyages (-97 M€) : l'exercice 2011 avait été marqué par un niveau élevé d'investissements dû au versement par Eurostar d'un premier acompte sur le renouvellement de son matériel roulant et par l'acquisition de rames TGV[®] Dasye et 2N2.

Le montant des cessions nettes ne présente pas de variation significative par rapport à 2011 ; Les cessions de l'exercice se composent principalement de biens immobiliers (boulevard Diderot à Paris notamment) et de logiciels à RFF.

3.2. ENDETTEMENT NET DU GROUPE

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011	Evolution
Dette non courante	16 376	15 521	854
Créance non courante	-5 924	-5 915	-9
Dette nette non courante	10 451	9 606	845
Dette courante	5 031	5 418	-387
Créance courante	-6 473	-6 695	222
Dette nette courante	-1 442	-1 277	-164
Endettement net	9 010	8 329	681
<i>Gearing</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	

L'endettement net s'élève à 9,0 milliards d'euros au 30 juin 2012, soit un gearing de 1,3 (1,2 à fin 2011). Le ratio endettement net sur marge opérationnelle passe de 2,8 fin 2011 à 3,0 fin juin 2012 (calculé sur 12 mois glissants).

L'augmentation de l'endettement net de 0,7 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2011 s'analyse comme suit :

Endettement net à l'ouverture	8 329
CAF	-1 020
Investissements incorporels et corporels sur fonds propres	850
Actifs financiers de concession	24
Cessions nettes	-137
Croissance externe nette	2
Variation de BFR d'exploitation	673
Dividende versé à l'Etat	199
Variation de juste valeur, coût amorti, écart de conversion	34
Autres	56
Endettement net à la clôture	9 010

3.3. SOURCES DE FINANCEMENT ET GESTION DE LA DETTE

La dette non courante augmente de 0,9 milliard d'euros alors que la dette courante diminue de 0,4 milliard d'euros.

Ces variations proviennent essentiellement :

- de l'émission d'emprunts obligataires pour 0,9 milliard d'euros ;
- de remboursements d'emprunts pour 1,1 milliard d'euros ; ils concernent principalement des emprunts obligataires pour 0,6 milliard d'euros, des emprunts de location-financement pour 0,4 milliard d'euros et d'un prêt auprès de la BEI pour 0,1 milliard d'euros ;
- de la diminution de 0,2 milliard d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires essentiellement du fait de l'opération de recomposition du capital de Keolis (*voir point 1.2 des événements majeurs du premier semestre*).
- de l'augmentation des dettes de trésorerie et de la trésorerie passive pour 1,0 milliard d'euros dont 0,2 milliard d'euros lié à l'opération de recomposition du capital de Keolis.

L'EPIC assure la gestion de l'essentiel de l'endettement net du Groupe. Il porte en effet 94% de l'endettement externe du Groupe à la date de clôture.

La dette à long terme du groupe SNCF est notée comme suit par les principales agences de notation :

	Note long terme	Perspective	Date du rapport
Standard & Poor's	AA	Négative	17-janv.-12
Moody's	Aa1	Négative	17-févr.-12
Fitch	AAA	Négative	20-déc.-11

La créance courante diminue de 0,2 milliard d'euros notamment du fait :

- des échéances de la créance CDP (0,5 milliard d'euros) ;
- des échéances de la créance sur RFF (0,1 milliard d'euros) ;
- de la diminution de la trésorerie de 0,7 milliard d'euros ;
- de l'augmentation des valeurs mobilières de placement pour 1,1 milliard d'euros.

3.4. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE MARCHÉ

La gestion des risques de marché fait l'objet d'un cadre général, approuvé par le Conseil d'administration de la SNCF et dans lequel sont définis les principes de gestion des risques de la société mère qui peuvent être couverts par des instruments financiers.

Sont définis dans ce cadre général, les principes de choix des produits financiers, des contreparties et des sous-jacents pour les produits dérivés.

De manière plus précise, le cadre général définit les limites de risque sur la gestion de la trésorerie euro et devises ainsi que celles relatives à la gestion de l'endettement net à long terme.

En outre, il décrit le système de délégations et de décisions ainsi que le système de reporting et de contrôle et sa périodicité (quotidienne, bimensuelle, mensuelle et annuelle).

Le détail de la stratégie mise en œuvre est décrit dans les comptes consolidés annuels.

4. ETAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ ET RATIOS

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	31/12/2011
Ecarts d'acquisition	1 659	1 672
Immobilisations incorporelles	1 392	1 416
Immobilisations corporelles	15 929	16 658
Actifs financiers non courants	7 545	6 265
Titres mis en équivalence	497	498
Impôts différés actifs	1 123	1 112
Actifs non courants	28 144	27 621
Actifs d'exploitation	8 583	7 744
Actifs financiers courants	3 441	2 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 222	3 902
Actifs courants	15 246	14 440
Actifs détenus en vue d'être cédés	1	1
TOTAL DE L'ACTIF	43 391	42 062
Capital	4 971	4 971
Réserves consolidées	1 819	1 893
Résultat net de l'exercice	253	125
Capitaux propres Groupe	7 043	6 989
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	72	69
Capitaux propres totaux	7 115	7 058
Engagements envers le personnel non courants	1 759	1 695
Provisions non courantes	817	867
Passifs financiers non courants	16 376	15 521
Impôts différés passifs	431	437
Passifs non courants	19 383	18 519
Engagements envers le personnel courants	136	136
Provisions courantes	186	215
Dettes d'exploitation	11 536	10 711
Passifs d'exploitation	11 858	11 062
Passifs financiers courants	5 031	5 418
Passifs courants	16 890	16 480
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés	4	4
TOTAL DU PASSIF	43 391	42 062
<i>Gearing (Endettement net / Fonds propres)</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>
<i>Endettement net / Marge opérationnelle (calculée sur 12 mois glissants)</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>

L'entrée du matériel roulant Transilien dans le champ d'application d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » a eu les impacts suivants sur l'état de situation financière à fin juin 2012 ⁽¹⁾ :

- un montant d'immobilisations corporelles inférieur de 727 M€ à celui qui aurait été obtenu sinon ;
- une augmentation des actifs financiers non courants pour 1 220 M€ ;
- une augmentation des actifs financiers courants pour 190 M€ ;
- une augmentation des dettes d'exploitation pour 683 M€.

⁽¹⁾ ce traitement fait suite à la mise en application de la nouvelle convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) à SNCF (voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre).

Entre fin décembre 2011 et fin juin 2012 la seule autre variation significative de l'état de situation financière concerne l'augmentation du besoin en fonds de roulement pour 696 M€ ; cette évolution résulte principalement :

- d'une augmentation de 221 M€ des créances vis-vis de RFF ;
- d'un produit à recevoir de 149 M€ sur la convention Intercités ;
- d'un besoin en fonds de roulement de 123 M€ concernant la Taxe sur le Résultat des Entreprises Ferroviaires (TREF) et la Contribution de Solidarité Territoriale (CST).

Les variations sur les actifs et passifs financiers sont analysées dans le point 3.3.

5. RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ÉTAT, RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

SNCF reçoit :

- d'une part des commandes publiques de prestations de services (comme tout concessionnaire de service public ou fournisseur de l'Etat et des collectivités locales), dans un cadre législatif et réglementaire de monopole,
- d'autre part (outre des subventions d'exploitation et d'investissement reçues pour l'essentiel dans le cadre des activités de la branche SNCF Proximités), des compensations de charges financières et sociales dans des comptes annexes hors bilan ; ces compensations sont fondées sur des textes de l'Union européenne visant à égaliser les conditions de concurrence entre les transports ferrés et les autres modes de transport.

5.1. COMMANDES PUBLIQUES DE PRESTATIONS DE SERVICES

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variation
Rémunération du Gestionnaire d'Infrastructure par RFF	1 581	1 515	66
<i>dont gestion des trafics et des circulations</i>	<i>445</i>	<i>430</i>	<i>15</i>
<i>dont entretien du réseau et du patrimoine</i>	<i>1 136</i>	<i>1 085</i>	<i>51</i>
Travaux pour RFF	843	731	112
Total RFF	2 424	2 246	178
Compensations tarifaires régionales	253	217	35
Prestations de services pour les Autorités Organisatrices	1 860	1 888	-28
Total Régions et STIF	2 112	2 105	7
Presse	2	2	0
Tarifs sociaux	32	32	-1
Défense	86	75	10
Trains d'Equilibre du Territoire (TET)	139	119	20
Total État	259	229	30
TOTAL	4 795	4 580	215

5.1.1 Prestations de services pour RFF

L'évolution de la rémunération du Gestionnaire d'Infrastructure découle de la renégociation des conventions conclues avec RFF pour l'entretien et l'exploitation du réseau.

La variation des travaux pour RFF (+112 M€) est principalement due :

- à l'accord intervenu sur la convention fournitures 2011 ;
- à l'augmentation de la production en maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- à des volumes de production supérieurs réalisés au titre de la convention SNCF-Entrepreneur (prestations liées aux opérations d'investissement sur le réseau ferré national).

5.1.2 Prestations de services pour les Régions et le STIF

Les prestations de services pour les Régions et le STIF ne présentent pas d'évolution majeure.

5.1.3 Prestations de services pour l'Etat

L'augmentation des prestations de services pour l'Etat s'explique principalement par la renégociation de la convention sur les Trains d'Equilibre du Territoire.

5.2. SUBVENTIONS ET COMPENSATIONS DE CHARGES FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les concours publics apportés au Groupe par l'Etat et les collectivités sont présentés dans le tableau suivant :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Variation
Subventions d'exploitation	21	23	-2
Encaissement sur actifs financiers de concession	212	127	85
Subventions d'investissement sur immobilisations corporelles et incorporelles	73	87	-14
Total	306	236	69

5.2.1 Concours publics inclus dans le résultat

Subventions d'exploitation

Il s'agit essentiellement des subventions à caractère social versées par l'Etat aux entreprises dans le cadre de sa politique pour l'emploi.

5.2.2 Autres versements reçus sans impact sur le résultat

Encaissement sur actifs financiers de concession et subventions d'investissement reçues

SNCF perçoit des subventions d'investissement sous la forme de financement par des tiers, principalement des collectivités territoriales, notamment pour le matériel roulant.

En application de l'interprétation IFRIC 12, les subventions reçues dans le cadre de concessions sont présentées dans l'état de situation financière en diminution des actifs incorporels ou des actifs financiers en fonction du modèle applicable après analyse de chaque contrat de concession. Dans le cas des actifs financiers de concession, les subventions reçues sont considérées comme une modalité de remboursement de ces actifs.

Au compte de résultat les subventions d'investissement relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont constatées en résultat d'exploitation (diminution de la dotation aux amortissements) en fonction de la durée de vie économique estimée des biens correspondants.

L'entrée du matériel roulant Transilien dans le champ d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » impacte positivement le poste *Encaissement sur actifs financiers de concession* à hauteur de 111 M€ (voir point 1.1 des événements majeurs du premier semestre).

6. VOLET SOCIAL

6.1. EFFECTIFS MOYENS

	30/06/2012	30/06/2011	Variation		Variation à périmètre constant (1)	
Branche SNCF Infra	51 849	52 711	-2%	-862	+1%	763
Branche SNCF Proximités	64 820	61 154	+6%	3 666	+4%	2 468
<i>dont groupe Keolis</i>	48 551	45 149	+8%	3 402	+5%	2 204
Branche SNCF Voyages	26 416	26 274	+1%	141	+0%	87
Branche SNCF Geodis	46 688	47 079	-1%	-391	-2%	-883
<i>dont groupe Geodis</i>	30 808	30 300	+2%	508	+0%	70
Gares & Connexions	1 667	1 629	+2%	38	+2%	38
Fonctions communes et participations	53 882	54 172	-1%	-290	+1%	470
TOTAL	245 322	243 020	+1%	2 302	+1%	2 943

(1) Principaux effets périmètre :

- branche SNCF Infra : création du nouveau Systra, société désormais mise en équivalence (-1 601) ;
- branche SNCF Proximités : acquisitions de Keolis aux Etats-Unis (+1 159) et en Belgique (+44) ;
- branche SNCF Voyages : acquisition de Westbahn (+54) ;
- branche SNCF Geodis : acquisitions du fonds de commerce Sernam (+196), de Pharmalog (+138), de MF Cargo (+95) et de Benga (+54) ;
- fonctions communes et participations : déconsolidation de SeaFrance (-784).

Hors effets périmètre, seule la branche SNCF Proximités voit ses effectifs croître de façon significative, portée notamment par la croissance de Keolis en Suède et en France.

L'évolution des effectifs des filiales sur les derniers exercices traduit essentiellement les modifications de périmètre :

	1er semestre 2012	2011	2010	2009	2008	2007
Société-mère (1)	155 906	156 047	157 894	161 771	163 485	166 213
Filiales	89 415	89 043	83 084	38 326	37 854	35 332
TOTAL	245 322	245 090	240 978	200 097	201 339	201 545

(1) y compris effectif détaché.

6.2. PRINCIPAUX ACCORDS SIGNÉS EN 2012

Un accord collectif a été signé au premier semestre 2012 (signature le 20 juin 2012). Entrant en application le 1^{er} juillet 2012, il concerne la politique de logement de l'entreprise.

7. ENJEUX ET PERSPECTIVES

Le premier semestre 2012 confirme une situation anticipée dès le second semestre 2011, à savoir une activité sans visibilité précise :

- les activités conventionnées dont la croissance du chiffre d'affaires sur le premier semestre est de +4,8%, devraient rester favorablement orientées ;
- les perspectives économiques et industrielles du second semestre confirment la phase de récession du transport de marchandises ;
- le trafic passagers longue distance demeure incertain.

Cependant, les résultats du premier semestre, la poursuite des actions de maîtrise des charges et des investissements devraient permettre, sans dégradation économique conséquente, de dépasser les attentes en matière de résultats opérationnels sur l'année.

En ce qui concerne la réforme attendue du système ferroviaire français, SNCF engage l'unification décidée des métiers du gestionnaire d'infrastructure et défend résolument la création d'un outil public unifié, au service de la performance opérationnelle et économique du système.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de l'Etablissement Public Industriel et Commercial « SNCF » est composé de dix-huit membres dont :

- ↳ Sept représentants de l'Etat nommés par décret pris sur le rapport du ministre chargé des transports :
 - deux sur proposition du ministre chargé des transports ;
 - un sur proposition du ministre chargé de l'économie et des finances ;
 - un sur proposition du ministre chargé du budget ;
 - un sur proposition du ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire ;
 - un sur proposition du ministre chargé de l'industrie ;
 - le président du conseil d'administration nommé, parmi les membres du conseil, sur proposition de celui-ci, par décret en conseil des ministres.

- ↳ Cinq membres choisis en raison de leur compétence, et nommés par décret :
 - un représentant des voyageurs ;
 - un représentant des chargeurs ;
 - deux détenteurs d'un mandat électoral local en raison de leur connaissance des aspects régionaux, départementaux et locaux des questions ferroviaires ;
 - un membre choisi en raison de ses compétences personnelles dans le domaine des transports.

- ↳ Six membres, dont un représentant des cadres, élus par les salariés de l'Entreprise et de ses filiales ayant un effectif au moins égal à 200.

Un décret en conseil d'Etat fixe les statuts de l'établissement public et détermine les modalités de nomination ou d'élection des membres du conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du conseil est de cinq ans. Aucun administrateur ne peut exercer plus de trois mandats successifs. Ce mandat est gratuit.

Le commissaire du gouvernement ou à défaut le commissaire du gouvernement adjoint siège avec voix consultative au conseil d'administration ainsi qu'aux comités qu'il a créés.

Le chef de la mission de contrôle économique et financier des transports ou son représentant siège avec voix consultative au conseil d'administration ainsi qu'aux comités.

Le secrétaire du conseil d'administration et le secrétaire du comité central d'Entreprise assistent également au conseil. Le conseil d'administration se réunit en séance ordinaire au moins dix fois par an.

Depuis son renouvellement en février 2008, le conseil d'administration s'est doté de six comités :

Le comité stratégique, chargé d'examiner notamment les orientations stratégiques et financières annuelles et pluriannuelles de l'EPIC et du Groupe ainsi que les opérations sur le périmètre du Groupe ;

Le comité d'audit des comptes et des risques, chargé notamment d'examiner les comptes annuels et semestriels, la cartographie des risques, le programme annuel de travail de l'audit interne ;

Le comité des marchés, saisi pour avis des projets concernant notamment les contrats, marchés, acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles, à partir de seuils fixés par le conseil d'administration ;

Le comité voyageurs, chargé du suivi des conventions conclues entre le groupe SNCF et les collectivités et les établissements publics et locaux et plus généralement de toutes les problématiques voyageurs.

Le comité transports et logistique, chargé d'examiner notamment l'activité et les orientations stratégiques de la branche SNCF Geodis.

Le comité de cohérence économique et sociale, chargé d'éclairer le conseil sur les enjeux sociaux et humains des principaux projets de transformation de l'entreprise et plus globalement de sa stratégie.

2. L'ÉQUIPE DIRIGEANTE

Le Président nomme les membres du comité exécutif (COMEX) et définit leurs attributions. Dans leur domaine de compétence les membres du comité exécutif reçoivent du président les délégations utiles pour agir et décider en son nom. Le COMEX est constitué de dix-sept membres (dont le président).

30 JUIN 2012

**COMPTES CONSOLIDES
SEMESTRIELS RESUMES
DU GROUPE SNCF

(NORMES IFRS)**

En millions d'Euros

34, rue du Commandant René Mouchotte

75014 Paris



SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES DU GROUPE SNCF	28
ETAT DE SITUATION FINANCIERE	30
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	32
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	33
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	34
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	35
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS	36
1. REFERENTIEL COMPTABLE	36
2. EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE	38
3. OPERATIONS SUR LE PERIMETRE	39
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40
5. ACTIFS FINANCIERS	42
6. PROVISIONS	43
7. PASSIFS FINANCIERS	44
8. INFORMATIONS SECTORIELLES	46
9. ACHATS ET CHARGES EXTERNES	48
10. RESULTAT DE CESSION D'ACTIFS	48
11. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	49
12. ENGAGEMENTS HORS BILAN	50
13. LITIGES	50
14. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	50
15. PERIMETRE	51

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

ACTIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Ecarts d'acquisition		1 659	1 672
Immobilisations incorporelles		1 392	1 416
Immobilisations corporelles	4	15 929	16 658
Actifs financiers non courants	5	7 545	6 265
Titres mis en équivalence		497	498
Impôts différés actifs		1 123	1 112
Actifs non courants		28 144	27 621
Stocks et en-cours		960	907
Créances d'exploitation		7 623	6 837
Actifs d'exploitation		8 583	7 744
Actifs financiers courants	5	3 441	2 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 222	3 902
Actifs courants		15 246	14 440
Actifs détenus en vue d'être cédés		1	1
Total de l'actif		43 391	42 062

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

PASSIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Capital		4 971	4 971
Réserves consolidées		1 819	1 893
Résultat Groupe		253	125
Capitaux propres - Part du Groupe		7 043	6 989
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		72	69
Capitaux Propres totaux		7 115	7 058
Engagements envers le personnel non courants		1 759	1 695
Provisions non courantes	6	817	867
Passifs financiers non courants	7	16 376	15 521
Impôts différés passifs		431	437
Passifs non courants		19 383	18 519
Engagements envers le personnel courants		136	136
Provisions courantes		186	215
Dettes d'exploitation		11 536	10 711
Passifs d'exploitation		11 858	11 062
Passifs financiers courants	7	5 031	5 418
Passifs courants		16 890	16 480
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés		4	4
Total du passif		43 391	42 062

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires	8	16 773	16 289
Achats et charges externes	9	-8 281	-7 907
Charges de personnel		-6 700	-6 488
Impôts et taxes		-565	-562
Autres produits et charges opérationnels		105	33
Marge opérationnelle		1 332	1 366
Dotations aux amortissements		-731	-798
Variation nette des provisions		44	64
Résultat opérationnel courant		645	632
Résultat de cession d'actifs	10	21	83
Réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue		0	113
Pertes de valeur		-72	-46
Résultat opérationnel		594	782
Coût de l'endettement financier net et autres	11	-152	-123
Coût financier des avantages du personnel		-81	-20
Résultat financier		-233	-142
Résultat des activités ordinaires avant impôt		361	640
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		-1	3
Impôt sur les sociétés		-93	-72
Résultat net des activités ordinaires		268	571
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		0	0
Résultat net de l'exercice		268	571
Résultat net - Part du groupe		253	558
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		15	13

Le capital de la société mère est constitué d'une dotation de l'Etat et non d'actions. Par ailleurs, le Groupe est hors champ d'application de la norme IAS 33 « Résultat par actions ». Pour ces deux raisons, aucun résultat par action n'est calculé ni présenté dans les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe.

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net de l'exercice	268	571
Autres éléments de résultat global :		
Variation des écarts de conversion	30	-34
Variation de valeur des actifs disponibles à la vente	7	1
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	-44	61
Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence	-1	-1
Impôt relatif aux autres éléments de résultat global	11	-3
Autres éléments de résultat global de la période nets d'impôt	4	24
Résultat global total de la période	272	595
Résultat global total - Part du groupe	257	582
Résultat global total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	16	13

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

en millions d'euros

	Capital	Primes liées au capital	Titres d'auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Couverture de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Réserves des activités abandonnées	Résultats accumulés et autres	Capitaux propres - Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Capitaux Propres totaux
Capitaux propres publiés au 31/12/2010	4 971	0	-	51	-74	3	-262	2 214	6 904	80	6 985
Capitaux propres retraités au 01/01/2011	4 971	0	-	51	-74	3	-262	2 215	6 904	80	6 985
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	0	558	558	13	571
Autres éléments de résultat global	0	-	-	-32	56	1	-	-1	24	0	24
Résultat global total	0	-	-	-32	56	1	0	558	582	13	595
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-6	-6
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	0	0	4	4
Autres variations	0	0	-	2	0	0	-	15	15	-29	-15
Capitaux propres publiés au 30/06/2011	4 971	0	-	20	-18	4	-262	2 787	7 501	61	7 564
Capitaux propres publiés au 31/12/2011	4 971	0	-	78	-84	7	-13	2 028	6 989	69	7 059
Correction d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Incidence des changements de méthode comptable	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1
Capitaux propres retraités au 01/01/2012	4 971	0	-	78	-84	7	-13	2 029	6 990	69	7 060
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	0	253	253	15	267
Autres éléments de résultat global	-	-	-	30	-32	7	-	-1	4	1	4
Résultat global total	-	-	-	30	-32	7	0	252	257	16	272
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-199	-199	-	-199
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-3	-3
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	0	0	2	1
Autres variations	0	-	-	-1	0	0	-	-2	-4	-12	-15
Capitaux propres publiés au 30/06/2012	4 971	0	-	107	-117	13	-13	2 081	7 044	72	7 116

Un dividende au titre de l'exercice 2011 a été arrêté et versé à l'Etat en avril 2012 pour 199 M€. Un dividende au titre de l'exercice 2010 a été arrêté et versé à l'Etat en septembre 2011 pour 69 M€.

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en millions d'euros	Notes	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net de l'exercice		268	571
Eliminations :			
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées	CR	1	-3
de la charge (produit) d'impôt différé	CR	-3	4
des amortissements et provisions		777	692
des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)		6	-11
des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	CR	-29	-198
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	0
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt		1 020	1 056
Eliminations :			
de la charge (produit) d'IS		95	68
du coût de l'endettement financier net		135	141
des produits de dividendes		-6	-5
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt		1 245	1 259
Incidence de la variation du BFR		-673	-417
Impôts payés		-185	-31
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		386	811
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise		-3	18
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée		20	11
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	-919	-1 191
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		137	144
Nouveaux actifs financiers de concession		-236	-142
Encaissement sur actifs financiers de concession		212	127
Acquisition d'actifs financiers		-12	-6
Cession d'actifs financiers		2	1
Variation des prêts et avances consentis		-68	87
Variation des actifs de trésorerie		-1 038	-337
Subventions d'investissement reçues		73	87
Dividendes reçus		6	4
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-1 827	-1 197
Flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres	3	-247	4
Emission d'emprunts		1 019	1 058
Remboursements d'emprunts et de la créance RFF ⁽¹⁾		-587	-459
Intérêts financiers nets versés		-213	-248
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	Varcap	-199	0
Dividendes payés aux minoritaires	Varcap	-2	-3
Variation des dettes de trésorerie		910	-38
Variation des dérivés		3	50
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		684	365
Incidence de la variation des taux de change		10	-8
Incidence des changements de principes comptables		3	-6
Incidence des variations de juste valeur		-1	-1
Variation de trésorerie		-744	-35
Trésorerie d'ouverture		3 660	4 346
Trésorerie de clôture		2 917	4 311

(1) Dont encaissements de 173 M€ sur la créance RFF (0 M€ en 2011) et 472 M€ sur la créance CDP (83 M€ au 30 juin 2011)

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

Les notes présentées aux pages 36 à 51 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés. Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros.

1. REFERENTIEL COMPTABLE

En application de l'article L2141-10 du Code des transports du 28 octobre 2010 (qui remplace l'article 25 de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982), la Société Nationale des Chemins de fer Français – établissement public à caractère industriel et commercial – « est soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales ». Elle tient sa comptabilité conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les comptes consolidés semestriels résumés de la période allant du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2012.

Les termes « le groupe SNCF », le « Groupe » et « SNCF » désignent la société mère SNCF EPIC et ses filiales consolidées. L'établissement public (EPIC) SNCF, « SNCF EPIC » et « la SNCF » désignent la société mère uniquement.

1.1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 du Groupe SNCF sont ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 adaptés des nouvelles normes et interprétations approuvées par la Commission européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012.

Les comptes consolidés annuels 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes consolidés semestriels résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2011.

1.1.1. Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2012

La base de préparation des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012 décrite dans les notes ci-après résulte en conséquence :

- des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1er janvier 2012 ;
- des options retenues et exemptions utilisées pour l'établissement des comptes de l'exercice 2012 en plus de celles déjà décrites dans les comptes consolidés annuels 2011. Ces options et exemptions sont décrites en note 1.2.

1.1.1.1. Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012

Les amendements aux normes et interprétations publiés et applicables à compter du 1er janvier 2012 n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe, notamment :

- IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » amendée pour la partie relative aux transferts d'actifs financiers. Les amendements publiés le 7 octobre 2010 par l'IASB et adoptés le 22 novembre 2011 par la Commission Européenne sont applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011 soit sur l'exercice 2012 pour le Groupe SNCF. Ils prévoient la fourniture d'informations additionnelles en annexe dans le cas d'opérations de transferts d'actifs financiers (cessions de créances par exemple) afin de permettre de mieux comprendre l'opération

réalisée, ses conséquences éventuelles sur les états financiers et la nature des risques et avantages conservés par le cédant.

1.1.1.2. Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2012

De manière générale, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations applicables à compter d'un exercice postérieur au 31 décembre 2012 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission Européenne. En particulier, le Groupe n'a pas appliqué sur l'exercice 2012 :

- IAS 1 « Présentation des états financiers » amendée pour la partie relative à la présentation des autres éléments de résultat global. Les amendements publiés le 16 juin 2011 ont été adoptés par la Commission Européenne le 6 juin 2012 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, soit l'exercice 2013 pour le Groupe. Ils prévoient de présenter séparément les éléments comptabilisés en réserves recyclables et ceux comptabilisés en réserves non recyclables. De même, les montants d'impôts relatifs à ces éléments doivent être présentés séparément selon qu'ils se rattachent aux réserves recyclables ou aux réserves non recyclables.
- Le « paquet consolidation » composé des normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 27 et 28 révisées. Il a été publié le 12 mai 2011 par l'IASB sans être encore adopté par la Commission Européenne. Toutefois, il a reçu un avis favorable de l'EFRAG et de l'ARC avec potentiellement un report de la date d'entrée en vigueur aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 accompagné de la possibilité d'une application anticipée. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les impacts sont en cours d'analyse.
 - o La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » reprend les éléments de l'ancienne norme IAS 27 relatifs au contrôle et aux états financiers consolidés et remplace l'interprétation SIC 12 « Consolidation – Entités ad hoc ». Elle redéfinit la notion de contrôle sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements principaux et le lien entre le pouvoir et ces rendements. C'est sur la base de cette norme que sera défini le périmètre d'entités consolidées sous intégration globale.
 - o La norme IFRS 11 « Partenariats » remplace la norme IAS 31 sur la comptabilisation des investissements dans les coentreprises. Ces investissements, c'est-à-dire qui donnent uniquement un droit sur l'actif net d'une entité, ne pourront plus être comptabilisés par intégration proportionnelle et devront être comptabilisés par mise en équivalence. La nouvelle norme traite également des partenariats qualifiés de « joint operation » qui seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlés par chacun des partenaires.
 - o La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités » définit les informations à faire figurer dans les états financiers au titre des participations dans des filiales, partenariats, entités associées ou non consolidées.
 - o La norme IAS 27 révisée ne traite plus que de la comptabilisation des participations et des informations à fournir sur ces participations dans des états financiers individuels.
 - o La norme IAS 28 révisée définit la notion d'influence notable et décrit la méthode de la mise en équivalence applicable aux participations dans des entités associées et dans des coentreprises.
- IAS 19 « Avantages du personnel » amendée en juin 2011 par l'IASB et adoptée par la Commission Européenne le 6 juin 2012. Parmi les amendements apportés figure la suppression du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels sur les régimes à prestation définie ainsi que la suppression de l'étalement des coûts des services passés. Les écarts actuariels constatés sur les régimes à prestation définie sont à comptabiliser immédiatement en réserves non recyclables sur la période. En cas de modification de plan, les coûts des services passés sont à comptabiliser intégralement en résultat que les droits soient définitivement acquis ou non. La norme amendée modifie le mode de détermination du taux de rendement attendu sur les actifs du régime et prévoit un certain nombre d'informations supplémentaires à fournir en annexe sur les régimes à prestation définie. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les impacts sont en cours d'analyse.

1.2. METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES

1.2.1. Avantages du personnel

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des avantages du personnel n'ont pas été modifiées à l'exception du taux d'actualisation zone euro qui a été ramené de 3,80% à 3,05%. Cette variation a eu un impact de 26 M€ sur le semestre en coût financier des avantages du personnel.

1.2.2. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur le résultat du semestre est calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt, la meilleure estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité fiscale.

1.2.3. Pertes de valeur

Le Groupe ne réalise des tests de perte de valeur lors des arrêts intermédiaires que si des indices de perte ou de reprise sont identifiés sur la période considérée.

Au sein de la branche SNCF Geodis, l'activité de Fret SNCF est découpée en quatre UGT pour refléter la nouvelle organisation mise en place dans le cadre du schéma directeur rendu public en septembre 2009 et mis en œuvre au premier semestre 2010. L'entreprise a appliqué une dépréciation pour le matériel roulant suivant l'utilisation qui en est faite :

- si le matériel est sans affectation ou si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie négatifs :
 - o dépréciation à 100% du matériel roulant n'ayant pas de valeur de marché ;
 - o dépréciation de la valeur nette comptable à la valeur de marché si cette dernière est inférieure.
- si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie positifs, le matériel roulant n'est pas déprécié.

Au 30 juin 2012, la valeur nette comptable des moyens de production de cette UGT (ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles hors terrains et constructions) s'élève à 491 M€, soit 1 125 M€ de moins que la valeur nette comptable qui aurait été obtenue si ce matériel n'avait jamais été déprécié (1 168 M€ au 31 décembre 2011). Par ailleurs, la provision pour risque portant sur les engagements de commandes fermes est nulle à la clôture.

2. EVENEMENTS MARQUANTS

2.1. CONTRAT DE CONCESSION DES TRANSPORTS EN ILE-DE-FRANCE

La convention liant le syndicat des transports en Ile-de-France (STIF) et la SNCF, qui transporte chaque jour quelque 3,5 millions de Franciliens, a été signée le 3 mai 2012 par les deux parties. Cette convention fait entrer une partie du matériel roulant dans le champ d'application d'IFRIC 12 « Accords de concession de services » suivant le modèle de l'actif financier. Il s'agit du matériel roulant pour lequel le STIF dispose d'une option d'achat en fin de contrat ou a accordé à SNCF une garantie de redéploiement. Ainsi ce matériel roulant ne figure plus parmi les actifs corporels du Groupe. En revanche, un actif financier de concession est inscrit au bilan consolidé reflet de la créance due par la région pour le service de transport des voyageurs franciliens fourni par le Groupe SNCF. L'entrée en vigueur de cette convention a un effet à la baisse sur les immobilisations corporelles du Groupe pour 727 M€ (voir note 4 des comptes consolidés semestriels résumés) et augmente les actifs financiers de concession pour 1 410 M€ (voir note 5 des comptes consolidés semestriels résumés) et les dettes d'exploitation pour 683 M€. Dans l'état de résultat global, elle entraîne une diminution du chiffre d'affaires, de la marge opérationnelle et des dotations aux amortissements de 76 M€ sans conséquences sur les autres agrégats.

2.2. RECOMPOSITION DU CAPITAL DE KEOLIS

Au terme de l'opération de reconstitution du capital de Keolis approuvée en avril 2012, SNCF Participations portera sa participation dans sa filiale à près de 70%. Cette reconstitution se traduit par le rachat par SNCF Participations des parts détenues par les autres actionnaires actuels (notamment Axa Private Equity et

Pragma Capital) suivi d'un investissement par la Caisse des dépôts et placements du Québec (CDPQ) pour parvenir au niveau de participation de près de 70% pour le Groupe SNCF et 30% pour CDPQ, le solde étant détenu par le FCPE et Groupe Keolis en auto détention.

A l'issue des opérations de rachat réalisées le 31 mai 2012, SNCF Participations détient au 30 juin 2012 directement et indirectement environ 78% du capital de Groupe Keolis. Les principes de gouvernance et le mécanisme d'options croisées sont maintenus entre les actionnaires, SNCF Participations et CDPQ.

La seconde phase qui prévoit la mise en place d'une nouvelle gouvernance et la fin des options croisées est suspendue à la levée de certaines conditions notamment l'obtention des autorisations des autorités de la concurrence compétentes.

Les impacts de l'opération sont décrits en note 3 des comptes consolidés semestriels résumés.

2.3. ACHAT DE 30 RAMES TGV® EURODUPLEX A ALSTOM

L'EPIC SNCF a signé avec le groupe industriel Alstom le 2 avril 2012, un contrat portant sur l'achat de 40 rames Euroduplex (train à très grande vitesse à deux niveaux) avec un dédit possible de 10 rames. Cette levée d'option s'inscrit dans le cadre du contrat passé entre l'EPIC SNCF et Alstom le 27 juin 2007. Cette commande d'un montant de 1 473 M€ a été enregistrée en engagements hors bilan au 30 juin 2012 (voir note 12 des comptes consolidés semestriels résumés).

Destinés à circuler sur les réseaux français, allemand, suisse et luxembourgeois, les Euroduplex intègrent des équipements de signalisation compatibles avec l'ensemble de ces réseaux européens et sont dotés d'équipements de traction adaptés aux différentes tensions électriques utilisées en Europe. Ces rames additionnelles seront livrées à partir de 2015.

3. OPERATIONS SUR LE PERIMETRE

Pour les regroupements d'entreprises réalisés sur l'exercice 2012, le Groupe a opté pour la méthode du goodwill partiel. Autrement dit, le Groupe n'a comptabilisé au bilan que l'écart d'acquisition qui lui est attribuable sans tenir compte d'une part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires).

3.1 RECOMPOSITION DU CAPITAL DE KEOLIS

L'opération consiste pour le Groupe en un rachat de participations ne donnant pas le contrôle en application de la norme IAS 27 Révisée. En conséquence, l'opération a eu les impacts suivants :

- 13 M€ en diminution des capitaux propres part du Groupe ;
- Un décaissement de 249 M€ sur la ligne flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres de l'état des flux de trésorerie consolidés.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution du poste au cours de l'exercice s'explique de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2012	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2012
Valeur brute						
Terrains	2 082	5	-8	0	68	2 147
Constructions	8 914	12	-56	0	202	9 071
Installations techniques, Matériel et Outillage	2 934	20	-72	0	97	2 980
Matériel de transport	31 792	485	-1 468	12	61	30 881
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	30 553	433	-1 425	0	22	29 582
<i>Matériel de transport routier</i>	1 238	52	-43	12	40	1 299
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	1 407	28	-26	0	44	1 453
Immobilisations corporelles en cours	946	265	0	0	-415	796
Total valeur brute	48 075	813	-1 629	12	57	47 328
Amortissements / dépréciations						
Terrains	-230	-20	2	0	1	-247
Constructions	-4 667	-163	48	0	-1	-4 783
Installations techniques, Matériel et Outillage	-1 861	-88	72	0	-15	-1 892
Matériel de transport	-18 550	-602	381	-2	-29	-18 802
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	-17 764	-545	345	0	-7	-17 970
<i>Matériel de transport routier</i>	-786	-57	36	-2	-22	-832
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	-945	-64	25	0	-5	-989
Immobilisations corporelles en cours	-60	-16	3	0	15	-58
Total amortissements / dépréciations	-26 312	-953	531	-2	-35	-26 771
Total valeur nette comptable	21 763	-140	-1 098	10	23	20 557
Subventions d'investissement	5 104	80	-589	0	33	4 628
Total valeur nette comptable nette des subventions	16 658	-220	-509	10	-10	15 929

Les flux d'investissement se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011
Immobilisations incorporelles	-83	-59
Immobilisations corporelles	-813	-1 126
Total acquisitions	-896	-1 185
<i>dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>-4</i>	<i>-19</i>
Acquisitions hors crédit-bail	-893	-1 166
BFR d'investissement	-27	-25
Flux d'investissement corporels et incorporels	-919	-1 191

Les investissements de la période sont essentiellement constitués par :

- l'acquisition et les aménagements et agencements effectués dans les gares et les bâtiments pour un total de 224 M€ (dont création du deuxième bâtiment du technicentre de Lyon-Guillotière, extension du centre de maintenance TGV de Nice Saint-Roch, rénovation des gares de Paris-Lyon et de Paris-Saint-Lazare, extension du terminal transmanche Eurostar de Paris-Nord, aménagements des pôles d'échanges multimodaux de Toulon, Montpellier Saint-Roch et Annecy, remplacement des équipements de radio sol train par la technologie GSMR),
- l'acquisition et la rénovation de matériel ferroviaire pour un total de 496 M€ (dont TGV Duplex, locomotives diesel Fret et Akiem, wagons, transconteneurs et petits conteneurs Ermewa et STVA).

Le montant des subventions ayant financé l'acquisition des immobilisations s'élève à 80 M€ dont 41 M€ pour le matériel ferroviaire et 39 M€ pour les installations fixes.

L'impact net des cessions d'immobilisations provient essentiellement de la signature de la nouvelle convention avec le STIF (voir note 2) et se détaille de la façon suivante :

- Une sortie des immobilisations en valeur brute pour 1 178 M€,
- Une sortie des amortissements cumulés pour 84 M€,
- Une sortie des subventions d'investissement pour 416 M€.
- Soit un impact total net de 678 M€ sur la colonne « Cessions / reprises ».

Par ailleurs, l'application d'IFRIC 12 à cette convention a eu pour effet de ne pas constater sur la période parmi les immobilisations corporelles 100 M€ d'investissements, 26 M€ de dotations aux amortissements, 34 M€ de nouvelles subventions et 9 M€ de reprises de subventions. Il en résulte un impact global net à la baisse de 727 M€ sur les immobilisations corporelles du Groupe.

5. ACTIFS FINANCIERS

Sont classés en actifs financiers courants les actifs financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés actifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Les montants de juste valeur sur les instruments dérivés comprennent les intérêts courus non échus.

L'augmentation des actifs financiers de concession provient pour 1 410 M€ de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention signée avec le STIF (voir note 2) dont 1 220 M€ en non courants et 190 M€ en courants.

Les actifs financiers, courants et non courants se répartissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012			31/12/2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Prêts et créances	5 987	2 048	8 035	4 730	2 453	7 183
<i>Créance sur RFF</i>	1 623	113	1 736	1 616	227	1 843
<i>Créance sur la Caisse de la dette publique</i>	2 633	815	3 448	2 650	1 303	3 954
<i>Autres prêts et créances</i>	358	930	1 288	349	923	1 272
<i>Actifs financiers de concession</i>	1 373	190	1 563	114		114
Actifs disponibles à la vente	233	119	353	340	5	345
Actifs à la juste valeur par résultat	72	1 231	1 303	131	102	234
Juste valeur positive des dérivés de couverture	628	4	632	553	18	571
Juste valeur positive des dérivés de transaction	624	39	663	511	215	726
Total	7 544	3 441	10 986	6 265	2 793	9 058

6. PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2012	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (utilisée)	Reprises de l'exercice (non utilisée)	Autres variations	30/06/2012	dont courant	dont non courant
Risques fiscaux, sociaux et douaniers	122	13	-8	-3	0	124	27	97
Risques environnementaux	355	13	-5	-10	0	354	23	331
Litiges et risques contractuels	396	40	-28	-72	0	336	61	275
Coûts de restructuration	24	2	-8	-6	0	12	11	1
Autres	185	16	-18	-47	42	178	64	114
Total provisions	1 082	84	-68	-137	42	1 003	186	817

6.1 COMMENTAIRES SUR LES PROVISIONS

L'entreprise provisionne, par mesure de prudence, les redressements fiscaux contestés.

A la clôture de l'exercice, les risques environnementaux provisionnés concernent principalement les éléments suivants :

- dépollution des sites : 81 M€ (84 M€ en 2011),
- coûts liés à l'amiante : 266 M€ (266 M€ en 2011).

La provision pour litiges et risques contractuels comprend notamment les risques liés à des contentieux juridiques et à des dénouements de contrats, ainsi que les risques contractuels. Une reprise non utilisée a été constatée sur la période pour 37 M€ à la suite de l'expiration d'un délai d'appel mettant fin à la procédure qui faisait l'objet de la provision dans les comptes consolidés.

Parmi les autres provisions figure notamment une provision pour risque sur commandes fermes de matériel. Cette provision diminue de 17 M€ au titre des investissements réalisés sur la période qui ont aussitôt fait l'objet d'une dépréciation pour le même montant. Les mouvements se compensent sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat. En particulier, la provision pour risque sur commandes fermes de matériel du Fret est nulle à la clôture (17 M€ en 2011).

7. PASSIFS FINANCIERS

7.1. REPARTITION COURANT/NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS

Sont classés en passifs courants les passifs dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés passifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Les lignes d'emprunts et de juste valeur des instruments dérivés incluent les intérêts courus non échus.

Les passifs financiers se répartissent de la manière suivante :

en millions d'euros	30/06/2012			31/12/2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts obligataires	11 738	1 488	13 226	10 754	2 175	12 928
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 213	172	2 385	2 231	269	2 500
Dettes de location financement	1 612	373	1 985	1 854	537	2 390
Sous-total emprunts	15 563	2 033	17 596	14 838	2 981	17 819
<i>dont</i>						
- évalués au coût amorti	12 924	2 006	14 930	12 297	2 911	15 207
- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur	2 094	16	2 110	2 003	67	2 069
- évalués selon l'option "juste valeur"	545	10	555	539	4	543
Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle	9	241	250	10	487	497
Juste valeur négative des dérivés de couverture	297	27	324	279	40	320
Juste valeur négative des dérivés de transaction	505	33	538	392	172	564
Emprunts et dettes financières	16 374	2 335	18 709	15 519	3 680	19 200
Dettes de trésorerie et trésorerie passive	2	2 696	2 698	2	1 737	1 739
PASSIFS FINANCIERS PRESENTES AU BILAN	16 376	5 031	21 407	15 521	5 418	20 939
Créance sur Réseau Ferré de France	1 623	113	1 736	1 616	227	1 843
Créance sur la CDP	2 633	815	3 448	2 650	1 303	3 954
Actifs disponibles à la vente (1)	-	119	119	119	5	123
Actifs à la juste valeur par résultat	72	1 231	1 303	131	102	234
Juste valeur positive des dérivés de couverture	628	4	632	553	18	571
Juste valeur positive des dérivés de transaction	624	39	663	511	215	726
Autres prêts, créances et placements (2)	344	930	1 274	335	923	1 258
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3 222	3 222		3 902	3 902
ENDETTEMENT FINANCIER NET DU GROUPE	10 451	- 1 442	9 010	9 606	- 1 278	8 329

(1) Les actifs disponibles à la vente ne prennent pas en compte les titres de participation pour 233 M€ (221 M€ en 2011).

(2) Les autres prêts, créances et placements ne prennent pas en compte les actifs de retraite pour 14 M€ (14 M€ en 2011).

La SNCF a émis plusieurs emprunts obligataires sur la période dont principalement :

- Le 18 janvier 2012 un emprunt de 450 M€ à taux fixe sur 30 ans.
- Le 10 février 2012 un emprunt de 200 M€ sur 20 ans à taux variable swappé à taux fixe. Le dérivé incorporé à la dette et le swap sont comptabilisés à la juste valeur par résultat.
- Le 22 juin 2012 un emprunt de 150 M€ sur 30 ans à taux variable swappé à taux fixe. Le dérivé incorporé à la dette et le swap sont comptabilisés à la juste valeur par résultat.

Sur la même période, la SNCF a remboursé un emprunt auprès des établissements de crédit pour 103 M€ et un emprunt de location financement pour 391 M€.

La variation des dettes sur engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle est essentiellement liée à l'opération de reconstitution du capital de Keolis (voir note 2).

La diminution des justes valeurs positives et négatives des dérivés de transaction courantes s'explique par l'arrivée à maturité des swaps de devises concomitamment aux échéances des emprunts et créances sous-jacents.

L'augmentation des justes valeurs positives et négatives des dérivés de transaction non courantes est en partie due à la baisse des taux longs de 40bp sur la période. Ceci a augmenté la valeur de marché des swaps actif, notamment receveurs de taux fixe, et passif, notamment payeurs de taux fixe.

8. INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information sectorielle sur le résultat est la suivante :

30/06/2012

<i>En millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 430	6 221	3 221	4 632	116	153		16 773
Chiffre d'affaires interne	227	178	487	112	359	2 632	-3 996	
Chiffre d'affaires	2 657	6 399	3 708	4 744	475	2 785	-3 996	16 773
Marge opérationnelle	58	349	470	93	92	271		1 332
Résultat opérationnel courant	46	187	279	-80	35	178		645
Résultat opérationnel	-8	186	258	-66	30	194		594
Dotations aux amortissements	0	-156	-191	-180	-57	-147		-731
Variation nette des provisions	-12	-6	0	8	0	54		44
Pertes de valeur	-55	-2	-20	11	-8	1		-72

30/06/2011

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 365	5 901	3 087	4 680	107	149		16 289
Chiffre d'affaires interne	221	262	473	107	467	2 525	-4 056	
Chiffre d'affaires	2 586	6 163	3 560	4 787	574	2 675	-4 056	16 289
Marge opérationnelle	-23	423	479	125	94	267		1 366
Résultat opérationnel courant	-19	195	285	-76	45	202		632
Résultat opérationnel	55	196	285	-75	46	275		782
Dotations aux amortissements	-3	-236	-198	-173	-50	-138		-798
Variation nette des provisions	6	8	4	-28	1	73		64
Pertes de valeur	-40	0	0	-5	0	-1		-46

Le total des actifs sectoriels se ventile de la façon suivante par branche :

30/06/2012

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Total des actifs sectoriels	2 247	9 811	6 662	6 767	2 770	5 863	-391	33 728
Subventions d'investissement	-16	-3 143	-100	-58	-984	-327		-4 628
Total des actifs sectoriels nets de subventions	2 231	6 667	6 563	6 709	1 786	5 536	-391	29 100

dont :

Immobilisations (Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)

2	4 903	5 688	4 191	1 661	4 099		20 543
---	-------	-------	-------	-------	-------	--	--------

31/12/2011

<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Total des actifs sectoriels	2 016	9 231	6 519	6 654	2 775	5 668	-161	32 701
Subventions d'investissement	-19	-3 619	-102	-62	-981	-322		-5 104
Total des actifs sectoriels nets de subventions	1 997	5 612	6 417	6 591	1 794	5 346	-161	27 597

dont :

Immobilisations (Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)

0	4 281	5 593	4 213	1 665	4 109		19 860
---	-------	-------	-------	-------	-------	--	--------

L'entrée en vigueur de la nouvelle convention signée avec le STIF traitée en application d'IFRIC 12 « Accords de concessions de services » (voir note 2) a eu pour effet de diminuer le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle de la branche SNCF Proximités pour 76 M€ sur la période. Compensé par une diminution des

dotations aux amortissements pour le même montant, l'impact sur la marge opérationnelle est sans conséquences sur le résultat opérationnel courant.

Conformément à la norme IFRS 8 (§33), les informations relatives aux zones géographiques ne sont pas fournies en raison de leur indisponibilité et du coût excessif de leur élaboration.

Les passifs, charge d'impôts et produits et charges d'intérêts ne sont pas suivis par le principal décideur opérationnel.

9. ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les achats, sous-traitance et autres charges externes se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Sous-traitance	-2 779	-2 718	-61
Péages (1)	-1 980	-1 891	-89
Autres achats et charges externes	-3 522	-3 297	-225
Achats et charges externes	-8 281	-7 907	-374

(1) Péages facturés par RFF et par Eurotunnel

10. RESULTAT DE CESSION D'ACTIFS

Les cessions d'actifs ont eu les impacts suivants en résultat :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Cession d'actifs incorporels	0	-1	0
Cession d'actifs corporels	19	83	-64
Cession de participations	2	0	2
Résultat de cession d'actifs	21	83	-62

Au 30 juin 2012, les résultats de cession d'actifs corporels concernent essentiellement des cessions de terrains et d'ensembles immobiliers par l'EPIC.

Au 30 juin 2011, les résultats de cession d'actifs corporels concernent essentiellement la cession de baux à constructions à des Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH) pour 54 M€ et d'autres cessions immobilières à hauteur de 23M€.

11. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net est constitué de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Résultat de juste valeur et couverture	-6	8	-13
Charges d'intérêts	-142	-141	-1
Autres charges et produits financiers	-3	11	-14
Coût de l'endettement financier net et autres	-152	-123	-29

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2012	30/06/2011	Variation
Charges financières	-794	-464	-330
Produits financiers	643	342	301
Coût de l'endettement financier net et autres	-152	-123	-29

Le résultat de juste valeur et couverture enregistre les résultats sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat, la part inefficace des couvertures et la variation de juste valeur des dettes en option juste valeur.

12. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les principales variations des engagements donnés sont les suivantes sur la période :

- Les engagements d'achat auprès de fournisseurs de matériels ferroviaires ont augmenté de 1 063 M€ dont 1 473 M€ liés à la commande de nouvelles rames TGV[®] Euroduplex (voir note 2) et pour 88 M€ sur les rames Transilien. Cette augmentation est compensée par des investissements effectués sur la période pour 191 M€ dans des rames TGV2N2. Par ailleurs, les engagements au titre de la maintenance et de la révision des matériels diminuent de 181 M€.
- La hausse de l'engagement sur le projet d'accessibilité en Gares impacte les engagements d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire pour 200 M€.
- Les garanties opérationnelles évoluent de 106 M€ en relation principalement avec la garantie portée par la filiale australienne du groupe KEOLIS pour le Tramway de Melbourne.
- Les contrats de locations simples mobiliers et immobiliers augmentent de 57 M€ du fait principalement de la signature de nouveaux contrats de locations immobiliers de la SNCF à hauteur de 115 M€, et de la constatation de nouveaux baux commerciaux dans les filiales Geodis à hauteur de 68 M€. Cette augmentation est compensée pour 104 M€, du fait de l'écoulement du temps, par une diminution des engagements de loyers sur les contrats de location de matériel de transport du groupe Keolis (contrats ferroviaires).
- Les engagements fermes d'achats de matières premières enregistrent une diminution de 247 M€ soit environ la moitié de l'engagement annuel souscrit pour l'électricité et le gazole avec une échéance fin 2012.
- La diminution des engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation pour 84 M€ provient des engagements d'achats d'accès aux rails et stations et s'explique par l'écoulement du temps.

Les principales variations des engagements reçus sont les suivantes sur la période :

- Les engagements reçus sur le matériel ferroviaire correspondent aux financements d'investissements à recevoir des Régions sur le matériel roulant commandé. Ces engagements évoluent de 191 M€ en rapport principalement avec la nouvelle convention signée sur la période entre le STIF et la SNCF (voir note 2.1).

13. LITIGES

Le Groupe est impliqué dans plusieurs procédures juridiques et contentieuses non résolues dans le cadre de ses activités courantes. Les charges qui pourraient en résulter font l'objet de provisions quand elles sont probables et qu'elles peuvent être raisonnablement soit quantifiées, soit estimées.

13.1 LITIGE FRET – DGCCRF

Une enquête est actuellement menée par l'Autorité de la Concurrence sur Fret SNCF. Une première notification a été reçue le 28 juillet 2011 avec un certain nombre de griefs tous rejetés en réponse par Fret SNCF principalement au motif que l'atteinte à la concurrence n'est jamais établie. En mars 2012, les rapporteurs ont transmis un rapport définitif au collège de l'Autorité de la concurrence maintenant les griefs initiaux. La SNCF y a répondu juridiquement le 28 mai 2012 en les contestant tous. Elle insiste sur le caractère infondé des griefs et l'absence d'atteinte à la concurrence. L'audience devant le collège de l'Autorité de la concurrence est planifiée sur le second semestre 2012. En l'absence de décision contraignante pour Fret SNCF et d'obligation de sa part vis-à-vis d'un tiers, aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes consolidés semestriels résumés.

14. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

14.1 NOVATRANS

Devant la difficulté financière constatée sur la filiale Novatrans, plusieurs scénarii ont été étudiés par le Groupe dont celui de sa cession. Le 10 juillet 2012, le Groupe a reçu une offre de reprise par le groupe Charles André Transports (GCA). Cette offre est à l'étude et son acceptation éventuelle sera décidée ultérieurement après une dernière phase de négociation avec le repreneur et l'avis conforme des instances représentatives du personnel concernées.

15. PERIMETRE

Les variations de périmètre significatives sont essentiellement liées à l'opération de reconstitution du capital de Keolis (voir note 2) qui a pour effet d'augmenter le pourcentage d'intégration (PI) du Groupe dans les filiales de la branche SNCF Proximités sans impact sur la méthode de consolidation de ces entités.

SNCF

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

SNCF

34, rue du Commandant Mouchotte
75699 Paris Cedex 14

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi en date du 21 avril 2008 et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la SNCF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué en note 1.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés, la SNCF a rendu public en septembre 2009 un nouveau Schéma Directeur du Transport Ferroviaire de Marchandises. Le déploiement de ce schéma se poursuit et conduit la SNCF à modifier son organisation. Dans ce contexte, les modalités d'évaluation des moyens de production de l'activité Fret SNCF ont été adaptées.

A ce stade d'avancement du schéma et compte tenu de la documentation existante sur les projections d'activité et de rentabilité, les valeurs d'utilités retenues ont été déterminées à partir d'une méthodologie et d'hypothèses ne remplissant pas les conditions requises par les normes IFRS. Par ailleurs, le marché européen de la vente et de la location des locomotives est un marché restreint et la référence à des transactions est limitée. En conséquence, les valeurs retenues pourraient ne pas être représentatives des valeurs de marché.

Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur recouvrable des moyens de production de Fret SNCF dont la valeur comptable après amortissements s'élève au 30 juin 2012 à 1,6 milliard d'euros avant une dépréciation de 1,1 milliard d'euros. Ce point faisait déjà l'objet d'une réserve au cours des exercices précédents.

Sur la base de notre examen limité, et sous la réserve exposée ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

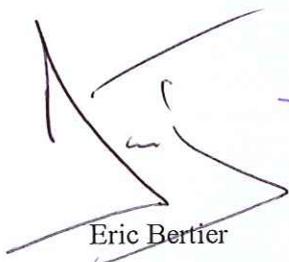
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie du présent rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 26 juillet 2012

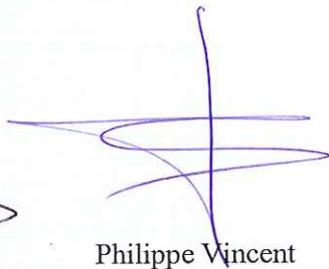
Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS



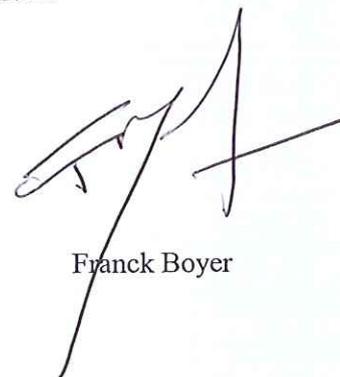
Eric Bertier



Philippe Vincent



Lionel Gotlib



Franck Boyer